

# Les agriculteurs du Japon lancent une nouvelle « révolte paysanne »

Dimanche 30 mars, des milliers d'agriculteurs de tout l'archipel sont entrés dans Tokyo. Désespérés, ils dénoncent des réformes qui les plongent dans la précarité et réduisent l'autosuffisance alimentaire du pays. Les pénuries ont doublé le prix du riz.

[Johann Fleuri](#)

31 mars 2025 à 15h22

**TokyoTokyo (Japon).**– « *Affirmer que l'agriculture est en train de mourir n'est pas exagéré. À l'avenir, ce ne sont plus seulement les agriculteurs qui seront touchés, mais tous les Japonais* », tonne Yoshihide Kanno, 75 ans, riziculteur dans la préfecture de Yamagata et président du comité qui a organisé, dimanche 30 mars à Tokyo, le rassemblement Révolte paysanne de l'ère Reiwa.

« *Nous devons protéger l'agriculture et augmenter notre autosuffisance alimentaire* », scande la foule de plus de 4 500 agriculteurs, agricultrices, producteurs et productrices de lait, et citoyen·nes solidaires, originaires de quatorze préfectures, qui ont répondu présent·es à l'appel à la mobilisation.

Pénurie et envolée du prix du riz, précarité des paysan·nes, réformes qui fragilisent les régions déjà éprouvées par le réchauffement climatique et la dénatalité : les campagnes japonaises sont à bout. « *Il n'y a pas eu de révolte paysanne d'une telle ampleur depuis l'ère Edo [de 1603 à 1868 – ndlr]* », poursuit Yoshihide Kanno. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, des émeutes dites du riz ont soulevé les campagnes, qui protestaient déjà contre l'augmentation du prix de la céréale. « *Si nous devons réveiller les révoltes paysannes d'Edo, c'est maintenant.* »



Manifestation paysanne à Tokyo (Japon), le 30 mars 2025. © Photo Johann Fleuri pour Mediapart

La douleur est palpable dans les prises de parole qui s'enchaînent. Le calvaire dure depuis bien trop longtemps. Avec cette révolte, le monde agricole (on compte 46 % de femmes dans l'agriculture japonaise, selon une enquête de 2018) veut inciter le gouvernement et l'opinion publique à prendre conscience de ses difficultés, qui ne font qu'empirer. Lors d'une réunion qui a réuni des paysan·nes au Parlement le 18 août 2024, Yoichi Koshikawa, 77 ans, agriculteur dans la préfecture de Chiba, avait déclaré : « *Les conditions météorologiques anormales, le coût élevé des engrais et des aliments pour animaux en raison de la faiblesse du yen, les dégâts causés par les punaises [particulièrement dévastatrices dans la culture du riz – ndr] et le vieillissement de la population agricole pèsent sur le métier.* »

Selon les statistiques nationales, le revenu moyen d'un producteur de riz japonais n'a pas dépassé les 10 yens de l'heure (0,06 euro), soit 10 000 yens (62 euros) par an en 2021, puis en 2022. La situation réelle varie en fonction de la taille de l'exploitation, mais elle est symbolique de l'état de l'agriculture japonaise, incapable de générer le moindre profit. Selon le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, le nombre d'agriculteurs et d'agricultrices dont ce métier est le principal moyen de subsistance est tombé à 1,03 million en 2023, moins de la moitié du chiffre de 2020 (2,4 millions en 2020). Il s'élevait à 11,75 millions de personnes dans les années 1960.

## **Le Japon privé de sa propre production**

Au-delà des facteurs évoqués, le gouvernement est aussi responsable de la situation : la réduction constante des superficies rizicoles, décidée au rythme de ses réformes, a entraîné l'effondrement de la production. La politique agricole actuelle prévoit en effet des subventions proportionnelles à la taille des parcelles pour ceux et celles qui cultivent des produits désignés par les autorités, tels que le riz destiné à l'exportation ou à la consommation animale, le blé, le soja, le sarrasin ou la canne à sucre.

Cette politique pousse les exploitant·es à se concentrer sur des cultures qui sont plus fortement subventionnées, ce qui a pour conséquence de rendre plus de 40 % des rizières indisponibles à la consommation domestique du riz. Pour la récolte de 2024, des rizières capables de produire 1,2 million de tonnes de riz ont été affectées à des utilisations alimentaires autres que la consommation des Japonais·es, relate le journal *Asahi*.

Le gouvernement justifie son choix de réduire les cultures de riz par la chute de la consommation, passée de 118,3 kilos par an en 1962 à 50,9 kilos en 2022, selon les données du ministère de l'agriculture, une baisse constante depuis les années 1960 au profit du blé (nouilles et pain). Mais cette décision donne lieu, depuis 2024, à une crise sans précédent : en mars, le prix moyen d'un sac de riz de 5 kilos atteint 4 172 yens (25,75 euros), selon les résultats d'une enquête officielle, soit plus du double du prix observé en mars 2024.

Auteur de l'ouvrage *Le Japon sera le premier pays du monde à mourir de faim*, Nobuhiro Suzuki, professeur à l'université de Tokyo, évalue ces réformes : « *L'écart entre le prix juste pour les agriculteurs et celui pour les consommateurs se creuse, affirme-t-il dans son livre. Des politiques visant à combler cet écart sont nécessaires et il est urgent de compenser le déficit par un soutien direct aux agriculteurs, qui contribuera également à protéger les denrées alimentaires des consommateurs.* »

La situation est telle que l'archipel a fini par mettre sur le marché une partie de son « bichiku-mai », la réserve de riz qu'il stocke en cas d'extrême urgence.

Selon l'expert, si le gouvernement ne revoit pas son système, la pénurie va empirer. Séismes, typhons, feux de forêts et tsunamis... « *Les catastrophes se succèdent en raison des conditions climatiques. La situation mondiale s'oriente vers la guerre : si les transports s'arrêtent, que nous restera-t-il à manger si notre autosuffisance alimentaire s'effondre complètement ?* »

En 2023, le Japon, dont le taux d'autosuffisance alimentaire (en calories) est de seulement 38 %, a importé 700 millions de kilos de riz en provenance des États-Unis, de Thaïlande et de Chine. Cette année, la situation est telle que l'archipel, après avoir longtemps résisté, a fini par céder une partie de son *bichiku-mai*, la réserve de riz qu'il stocke en cas d'extrême urgence : catastrophe naturelle, famine, etc.

Courant mars, 210 000 tonnes de riz ont ainsi été vendues aux enchères afin de permettre aux supermarchés de réapprovisionner leurs rayons, et dans l'espoir de faire baisser le prix du paquet. Le ministère de l'agriculture a annoncé en parallèle vouloir accroître la production de riz destinée à l'exportation (350 000 tonnes en 2030), qui pourrait être récupérée en cas de nouvelle pénurie, fournissant ainsi une « soupe de sécurité » .

À lire aussi

[Le Japon veut se préparer aux phénomènes de climat extrême](#)

15 mars 2025

Mais un autre problème se pose : la reprise des exploitations par les jeunes générations n'a pas lieu. Dimanche, les agriculteurs scandaient : « *Que vont devenir les terres s'il n'y a plus d'agriculteurs pour les cultiver ?* » Aujourd'hui, l'âge moyen des agriculteurs et agricultrices japonais-es est de 68,7 ans, et seulement 10 % ont moins de 49 ans.

Dans le cortège, Shigeki Ogino, 73 ans, est accompagné de huit personnes qui le soutiennent ou travaillent avec lui dans sa ferme, à Tokorozawa, dans la préfecture de Saitama, au nord-ouest de Tokyo.

Shigeki Ogino cultive du riz, des légumes et fabrique du fromage de chèvre et de brebis avec le lait de ses animaux. Son exploitation est au cœur d'une communauté vibrante, solidaire et autosuffisante. « *Dans les campagnes, nous sommes de moins en moins nombreux, s'inquiète-t-il. Cela fait trente ans que l'on souffre sans rien dire. Mais on court à la catastrophe : nous devons nous mobiliser pour que les gens prennent enfin conscience de ce que l'on vit.* »

L'agriculteur et écrivain Soichi Yamashita, décédé en 2022, écrivait qu'au Japon, où « *il est impossible de cultiver à grande échelle en raison du relief montagneux [70 % du territoire – ndlr], les petits agriculteurs qui peuvent être autosuffisants sont forts. Même si leur vie est difficile* ».

[Johann Fleuri](#)